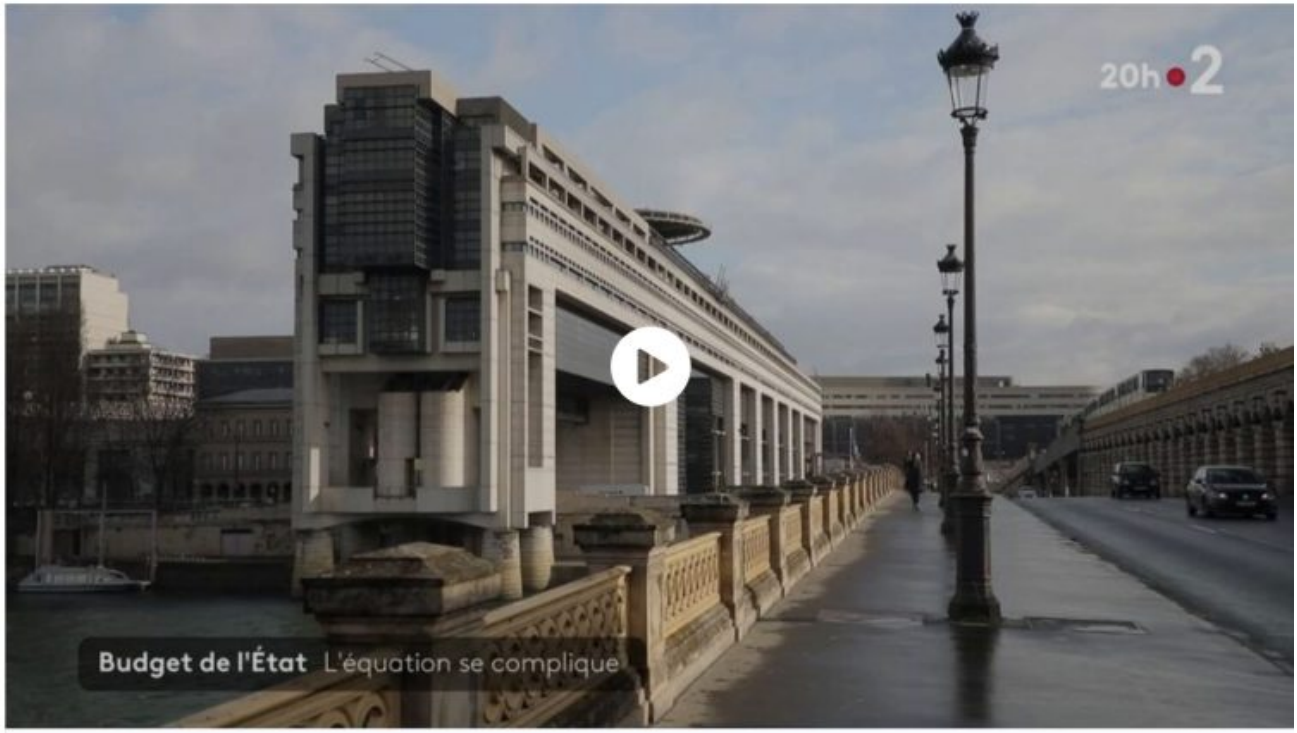
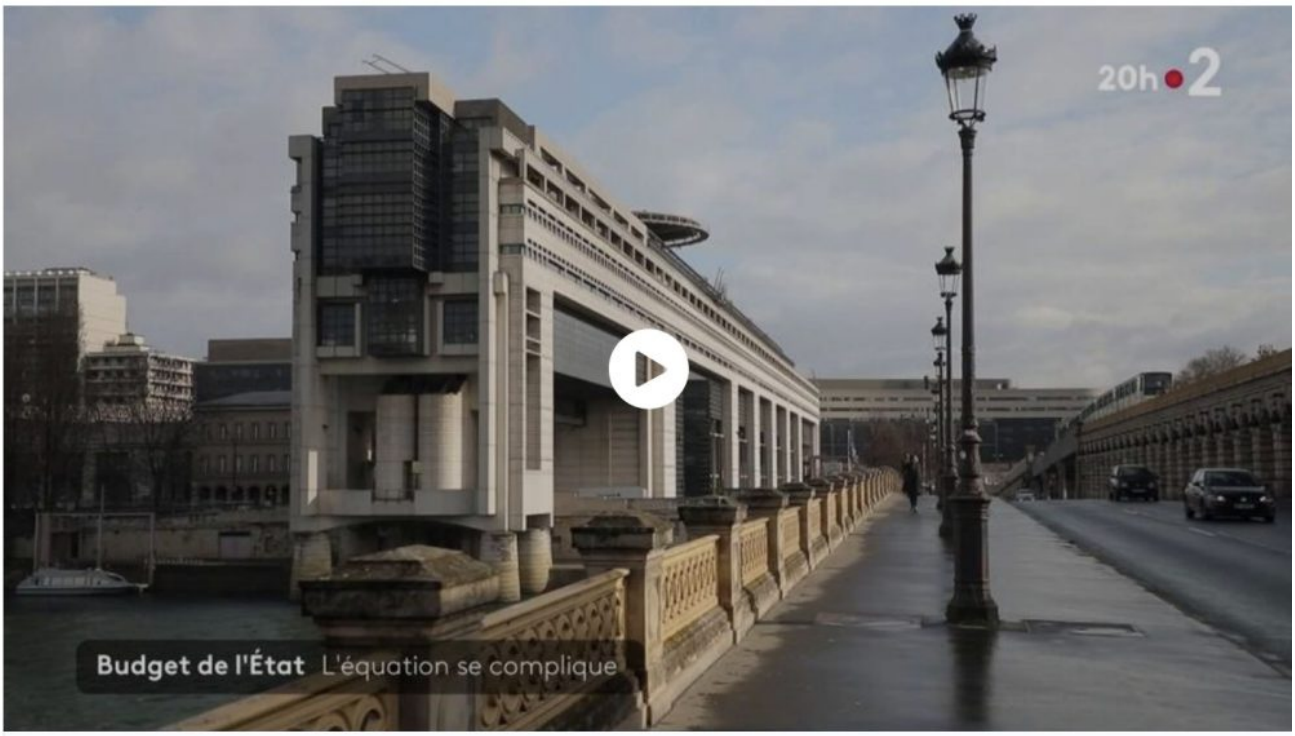
Lemaire, le « Ravi de Bercy » : 150 millions pour les agriculteurs, 3 milliards pour Zélensky !!!

écrit par Juvénal de Lyon | 19 février 2024





Pour sortir de la crise, les agriculteurs attendent des mesures qui pourraient représenter plusieurs centaines de millions d'euros dans le budget de l'État, au moment où le ministre de l'Économie cherche à réduire les dépenses.
La colère et les revendications des agriculteurs pourraient peser lourd dans le budget de l'État : plusieurs centaines de millions d'euros, alors que les finances publiques plongent déjà dans le rouge. Fin 2023, le déficit de l'État s'est creusé, estimé à -173,3 milliards d'euros. Des rentrées fiscales décevantes avec le ralentissement de l'activité sont en cause. Il y a 4,4 milliards d'euros de recettes en moins pour l'impôt sur les sociétés. Pour l'impôt sur le revenu, c'est 1,4 milliard d'euros de moins dans les caisses de l'État, tout comme pour la TVA.

12 milliards d'euros d'économies promis cette année

Répondre aux revendications des agriculteurs compliquerait nettement l'équation budgétaire. Le gouvernement promettait de trouver cette année 12 milliards d'euros d'économies. Dans tous les cas, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire devra

revoir sa copie budgétaire s'il veut tenir l'objectif affiché par le président de la République de ramener le déficit public en dessous de la barre des 3% d'ici la fin du quinquennat.

https://www.francetvinfo.fr/economie/crise/blocus-des-agriculteurs/colere-des-agriculteurs-des-revendications-qui-pourraient-couter-cher-a-l-etat-qui-veut-reduire-ses-depenses_6326157.html

Contraste flagrant, Macron accorde 3 milliards à Zelensky, silence sur les déficits

---

Le président Macron a signé un chèque de 3 milliards à son homologue ukrainien Zelensky. Une somme remarquable, vingt fois supérieure aux 150 millions promis récemment aux agriculteurs français. Cette décision a suscité une réaction vive de la part de **Bruno Le Maire, le « ravi de Bercy » il y a quelques jours, alors qu'il s'interrogeait sur le financement de cette aide agricole.**

> *Dans un contexte avec lequel les revendications des agriculteurs ont été exprimées avec force à travers des barrages, **l'allocation de trois milliards à l'Ukraine semble être acceptée sans réserve ni questionnement sur l'impact sur les déficits et la dette de la France.***

Cette disparité de traitement soulève des questions sur la priorité accordée aux différents secteurs et met en lumière une forme de continuum d'hypocrisie politique. Les agriculteurs en colère, tout comme les Français touchés par la pauvreté, ne manqueront pas de remarquer cette inégalité de traitement et **cette apparente indifférence aux préoccupations économiques nationales.**